

Fresnes, le 22 mai 20226

Deux ans après l'attaque violente et meurtrière du péage d'Incarville, qui a coûté la vie à deux de nos collègues et gravement blessé trois autres, l'**UFAP UNSa Justice** s'est associée pleinement au souvenir et à la douleur des familles, des proches et de l'ensemble des personnels pénitentiaires. L'hommage rendu le 14 mai dernier à Caen rappelle la lourdeur du tribut payé.

Si le temps de la mémoire est indispensable, celui de l'action et de la confrontation avec la réalité du terrain l'est tout autant. L'**UFAP UNSa Justice de Paris** rappelle que la communication ne saurait masquer les attentes quotidiennes des agents qui font fonctionner le service public pénitentiaire au péril de leur vie et de leur santé.

Des avancées mais de longues échéances...

Le protocole d'accord signé le 13 juin 2024, à la suite de l'émotion et de la mobilisation légitime des personnels, a posé les bases de réponses qui se veulent concrètes. La livraison de véhicules aux ESP et aux PREJ, ainsi que de la banalisation du parc automobile et l'accord avec les sociétés d'autoroutes pour franchir les péages sans marquer d'arrêt vont dans le sens d'une sécurité que nous réclamions.

Pour autant, le compte n'y est pas encore :

- L'annonce de l'installation de caméras-piétons d'ici... 2028 place l'horizon bien trop loin face à l'immédiateté des insultes, des menaces, des violences et agressions subies quotidiennement par les agents.
- Le déploiement des pistolets à impulsion électrique (PIE) et des bombes incapacitantes doit s'accélérer pour couvrir l'ensemble des structures et permettre leur usage en toute cohérence avec l'objectif poursuivi.

La détention étouffe sous les trafics...

Le ministère met régulièrement en avant son plan « zéro portable » qui concerne notamment Paris La Santé et une enveloppe de 120 millions d'euros consacrée à la sécurité en 2025. L'**UFAP UNSa Justice de Paris** constate pourtant un décalage flagrant entre les annonces et le quotidien des coursives et des cours de promenade :

- Si certains établissements sont ou seront dotés de dispositifs de brouillage, qu'en est-il du reste du territoire hexagonal et de l'Outre-Mer où les téléphones portables pullulent et continuent d'alimenter les activités criminelles ?
- Les livraisons illicites par les airs s'amplifient et restent un fléau quotidien, source de trafics, tensions, conflits, violences et insécurité. Les dispositifs anti-drones, coûteux et inefficaces, sont bien dérisoires face à la vitesse d'adaptation des délinquants et au déni de la réalité par le ministère et la DGAP.

Vers une pénitencier à deux vitesses ?

L'extension annoncée des QLCO à Réau, Valence, Aix-Luynes et Saint-Laurent-du-Maroni, quand l'établissement verra enfin le jour, justifient plus que jamais la création d'**Établissements Spécialisés et Adaptés (ESA)** aux profils des détenus.

Frappés par le syndrome du « Q » (QER-QPR-QLCO et UDV), le ministère et la DGAP se satisfont, par manque de moyens et d'ambition, de demi-mesures là où une stratégie à moyen et long terme est indispensable pour redonner du sens à l'incarcération et aux missions des personnels qui aujourd'hui n'ont plus aucun...

Si les QLCO permettent, jusqu'à présent, de couper les donneurs d'ordres de leurs bases, attention à ne pas créer une pénitencier à deux vitesses où seuls les criminels hyper-médiatisés font l'objet d'une attention particulière, au détriment de la sécurité globale des structures classiques et des détentions ordinaires.

Les exigences de l'UFAP UNSa Justice

L'UFAP UNSa Justice de Paris continuera sans relâche ses actions en faveur de la sécurité des personnels pénitenciers et **EXIGE** :

- **L'accélération des calendriers** de déploiement des équipements individuels et collectifs de sécurité.
- **La prise en compte de la sécurité de TOUS** : les personnels administratifs, techniques et d'insertion et de probation (SPIP) ne doivent pas être les oubliés des plans de sécurisation.
- **Un plan massif de recrutement** de personnels et de comblement des 5000 postes vacants car aucune technologie, aucun matériel ne remplacera jamais la présence humaine, le professionnalisme et l'expertise des femmes et des hommes qui portent l'administration pénitencier à bout de bras.
- **La création d'ESA** pour une prise en charge spécialisée et adaptée des détenus en fonction de leur profil.
- **Le déploiement sans réserve** du « Surveillant Acteur ».
- **La mise en place des équipes mobiles en détention**, seul moyen efficace de lutter contre l'isolement des agents et renforcer leur sécurité quotidienne.
- **L'installation de volières, de grilles métalliques de la toiture jusqu'au sol pour lutter contre les drones et les projections.** C'est un investissement unique, sans mise à jour, sans maintenance interminable et sans dépendance à des technologies capricieuses et rapidement obsolète.

Le sacrifice de nos collègues à Incarville exige de l'État un engagement sans faille, sans effet de communication et des budgets à la hauteur de la réalité du système pénitencier et de la menace qui pèse sur les personnels.

Le Bureau Régional UFAP UNSa Justice de Paris